

**Audience publique du 16 avril 2015**

Requête en institution d'un sursis à exécution  
introduite par Madame ..., Rumelange,  
par rapport à un bulletin d'appel en garantie et une décision du directeur de l'administration des  
Contributions directes  
en matière d'impôts directs – appel en garantie

-----

**ORDONNANCE**

Vu la requête inscrite sous le numéro 36110 du rôle et déposée le 8 avril 2015 au greffe du tribunal administratif par Maître Elisabeth MACHADO, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., pensionnée, demeurant à L-..., tendant à voir instituer un sursis à exécution par rapport à un bulletin d'appel en garantie émis le 18 avril 2014 par le bureau d'imposition Sociétés d'Esch-sur-Alzette et par rapport à la décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 30 juillet 2014 portant rejet de la réclamation introduite par Madame ... le 16 juillet 2014 à l'encontre du bulletin d'appel en garantie précité, en attendant que le tribunal administratif se soit prononcé sur son recours au fond, inscrit sous le numéro 35393, introduit le 30 octobre 2014 ;

Vu les articles 5, alinéa 8, et 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions critiquées au fond ;

Maître Elisabeth MACHADO, pour la partie demanderesse, et Monsieur le délégué du gouvernement Sandro LARUCCIA entendus en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 15 avril 2015.

---

Le 18 avril 2014, le bureau d'imposition Sociétés d'Esch-sur-Alzette émet un bulletin d'appel en garantie (Haftungsbescheid) en vertu du paragraphe 118 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », à l'égard de Madame ... en sa

qualité d'administrateur-délégué de la société anonyme .... en faillite, ledit bulletin déclarant Madame ... redevable d'un montant de ...,- euros.

Par décision du 30 juillet 2014, le directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par « le directeur », rejeta la réclamation introduite par le mandataire de Madame ... en date du 16 juillet 2014 contre le prédit bulletin d'appel en garantie du 18 avril 2014.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 30 octobre 2014, inscrite sous le numéro 35393 du rôle, Madame ... a fait introduire un recours tendant à la réformation de la décision du directeur du 30 juillet 2014 portant rejet de sa réclamation dirigée contre le bulletin d'appel en garantie précité du 18 avril 2014. - Par requête séparée déposée le 8 avril 2015, inscrite sous le numéro 36110 du rôle, elle a encore introduit une demande en institution d'un sursis à exécution de ladite décision directoriale en attendant que le tribunal administratif aura statué sur le mérite de son recours au fond.

Avant tout progrès en cause, il y a lieu de souligner que le recours au fond a comme seul objet la décision directoriale prémentionnée du 30 juillet 2014, de sorte que dans le cadre de la requête sous analyse seule ladite décision directoriale a pu valablement être déférée à la soussignée, étant rappelé que le recours en référé est l'accessoire d'un recours contentieux, en annulation ou en réformation. La compétence du président, respectivement de son remplaçant, pour statuer au provisoire est donc subordonnée à l'introduction préalable d'un recours au fond devant le tribunal administratif et dirigé contre l'acte administratif à propos duquel les mesures provisoires sont postulées<sup>1</sup>.

Dans la mesure où c'est dès lors ce recours au fond qui délimite l'objet de la procédure de référé, la requête sous analyse doit être déclarée irrecevable en ce qu'elle vise l'obtention d'un sursis à exécution du bulletin d'appel en garantie du 18 avril 2014.

La demanderesse estime que les deux conditions légalement posées par l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après dénommée la « *loi du 21 juin 1999* », seraient remplies en cause.

Au titre de l'existence d'un risque de préjudice grave et définitif, la demanderesse précise qu'elle serait âgée de 71 ans et serait dès lors retraitée. Elle explique plus particulièrement qu'elle ferait l'objet d'une saisie sur rente depuis le mois de novembre 2014 et ce en exécution du bulletin d'appel en garantie du 18 avril 2014. Suite à cette saisie sur rente, elle disposerait d'un revenu mensuel d'à peine ...,- euros par mois, revenu inférieur au salaire social minimum mensuel. La demanderesse estime dès lors que l'exécution du bulletin d'appel en garantie, respectivement de la décision directoriale confirmative lui causerait un préjudice grave et irréversible.

Elle estime aussi que son recours au fond présenterait de sérieuses chances de succès en se basant à cet égard sur un jugement du tribunal administratif du 19 novembre 2014, n°35224 du rôle, confirmé par la Cour administrative par arrêt du 19 mars 2015, n°35586C du rôle,

---

<sup>1</sup> Trib. adm. prés. 3 décembre 2003, n°15657 du rôle, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 425

jugement ayant déclaré le recours en réformation introduit par un autre administrateur de la société anonyme .... recevable et fondé.

Les moyens dirigés contre la décision directoriale du 30 juillet 2014 dans le cadre du recours au fond, peuvent être résumés comme suit :

- violation de l'obligation de motivation de la décision directoriale, la demanderesse soutenant à cet égard que le directeur se serait contenté de baser sa décision sur une motivation stéréotypée et n'aurait notamment pas pris en compte l'expiration de son mandat d'administrateur-délégué, ni l'absence d'un quelconque prélèvement à titre d'actionnaire des fonds de la société anonyme .... ;

- violation des § 103, 109 et 118 AO au motif que le mandat d'administrateur-délégué de la demanderesse aurait expiré dès le 7 juin 2010 ;

- violation des § 103, 109 et 118 AO dans la mesure où aucune inexécution fautive de ses obligations en tant que représentant légal de la société anonyme .... ne saurait lui être reprochée, la demanderesse mettant plus particulièrement en exergue que contrairement à l'appréciation du directeur, elle n'aurait pas prélevé la moindre liquidité de ladite société.

Le délégué du gouvernement soutient quant à lui qu'aucune des conditions requises pour l'institution d'une mesure provisoire ne serait remplie en l'espèce. Il insiste plus particulièrement sur la qualité d'administrateur-délégué de la demanderesse, laquelle aurait dès lors été responsable de la gestion journalière de la société anonyme .....

En vertu de l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après dénommée la « *loi du 21 juin 1999* », un sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au demandeur un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

En ce qui concerne tout d'abord la condition tenant à l'existence d'un risque de préjudice grave et définitif, il convient de rappeler que le risque du préjudice s'apprécie *in concreto* et qu'il appartient au demandeur d'apporter des éléments à cette fin.

Un préjudice est grave lorsqu'il dépasse par sa nature ou son importance les gênes et les sacrifices courants qu'impose la vie en société et doit dès lors être considéré comme une violation intolérable de l'égalité des citoyens devant les charges publiques.

Il est définitif lorsque le succès de la demande présentée au fond ne permet pas ou ne permet que difficilement un rétablissement de la situation antérieure à la prise de l'acte illégal, la seule réparation par équivalent du dommage qui se manifeste postérieurement à son annulation ou sa réformation ne pouvant être considérée à cet égard comme empêchant la réalisation d'un préjudice définitif. - Pour l'appréciation du caractère définitif du dommage, il n'y a pas lieu de prendre en considération le dommage subi pendant l'application de l'acte illégal et avant son

annulation ou sa réformation. Admettre le contraire reviendrait à remettre en question le principe du caractère immédiatement exécutoire des actes administratifs, car avant l'intervention du juge administratif, tout acte administratif illégal cause en principe un préjudice qui, en règle générale, peut être réparé ex post par l'allocation de dommages-intérêts. Ce n'est que si l'illégalité présumée cause un dommage irréversible dans le sens qu'une réparation en nature, pour l'avenir, ne sera pas possible, que le préjudice revêt le caractère définitif tel que prévu par l'article 11 de la loi précitée du 21 juin 1999.

Un préjudice de nature essentiellement pécuniaire n'est pas, en soi, grave et difficilement réparable. En effet, pareil préjudice est, en principe, réparable puisqu'il peut être entièrement compensé par l'allocation de dommages et intérêts.

Il incombe partant au demandeur d'établir l'existence d'une circonstance particulière rendant le préjudice pécuniaire grave ou difficilement réparable.

En l'espèce, il résulte tant des pièces versées en cause par la demanderesse, que des explications circonstanciées de celle-ci qu'elle dispose comme seul revenu mensuel sa pension qui s'élève *a priori* à environ ..., - euros par mois. Il résulte encore des pièces versées en cause et plus particulièrement d'un courrier de l'Inspecteur principal de la Caisse nationale d'Assurance Pension que l'organisme en question s'est vu notifier le 13 novembre 2014 par l'administration des Contributions directes une sommation à tiers détenteur portant sur un montant de ..., -euros et ayant pour objet la pension de la demanderesse. Il résulte encore du même courrier que la retenue mensuelle effectuée sur la pension de Madame ... s'élève à ..., - euros, de sorte qu'il lui reste un solde disponible de ..., - euros, c'est-à-dire inférieur au salaire social minimum mensuel lequel s'élève à ..., - euros. Ainsi et au vu de la perte immédiate d'une partie importante de son revenu, entraînant nécessairement des problèmes financiers dans son chef, Madame ... risque de voir mettre son mode de vie en péril.

Pareil état des choses est constitutif d'un risque de préjudice matériel et moral qui doit être tenu pour grave et difficilement réparable.

Il s'ensuit que la première condition légalement requise pour justifier le prononcé d'une mesure provisoire est remplie en l'espèce.

En ce qui concerne la deuxième condition légalement posée pour justifier l'institution d'une mesure de sursis à exécution, à savoir que les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux, il y a lieu de rappeler que l'exigence tirée du caractère sérieux des moyens invoqués appelle le juge administratif à examiner et à apprécier, au vu des pièces du dossier et compte tenu du stade de l'instruction, les chances de succès du recours au fond. Pour que la condition soit respectée, le juge doit arriver à la conclusion que le recours au fond présente de sérieuses chances de succès.

La compétence du président du tribunal est restreinte à des mesures essentiellement provisoires et ne saurait en aucun cas porter préjudice au principal. Il doit s'abstenir de préjuger les éléments soumis à l'appréciation ultérieure du tribunal statuant au fond, ce qui implique qu'il doit s'abstenir de prendre position de manière péremptoire, non seulement par rapport aux

moyens invoqués au fond, mais même concernant les questions de recevabilité du recours au fond, comme l'intérêt à agir, étant donné que ces questions pourraient être appréciées différemment par le tribunal statuant au fond. Il doit donc se borner à apprécier si les chances de voir déclarer recevable le recours au fond paraissent sérieuses, au vu des éléments produits devant lui. Au niveau de l'examen des moyens d'annulation invoqués à l'appui du recours au fond, l'examen de ses chances de succès appelle le juge administratif saisi de conclusions à des fins de sursis à exécution à procéder à une appréciation de l'instant au vu des éléments qui lui ont été soumis par les parties à l'instance, cette appréciation étant susceptible de changer par la suite en fonction de l'instruction de l'affaire et à vérifier si un des moyens soulevés par la partie demanderesse apparaît comme étant de nature à justifier avec une probabilité suffisante l'annulation voire la réformation de la décision critiquée.

En l'espèce, et en ce qui concerne plus particulièrement le moyen de la demanderesse consistant à exclure toute inexécution fautive dans son chef, la soussignée constate que la Cour administrative, dans son arrêt précité du 2 octobre 2014, n°35586C du rôle, arrêt rendu dans le cadre d'un litige similaire ayant opposé l'administration des Contributions directes à un autre administrateur de la société anonyme ...., lequel s'est également vu rejeter sa réclamation introduite contre le bulletin d'appel en garantie émis à son encontre et ce dans des termes quasi identiques à ceux de la décision directoriale litigieuse, que les premiers juges étaient à confirmer en ce qu'ils ont déduit du § 109 AO que le simple constat d'un manquement à une obligation fiscale découlant du § 103 AO n'est pas suffisant pour engager la responsabilité personnelle des dirigeants d'une société et pour voir émettre à leur encontre un bulletin d'appel en garantie, la Cour administrative ayant encore précisé que le législateur a posé à cet égard l'exigence supplémentaire d'une inexécution fautive des obligations du représentant de la société envers l'administration fiscale. Dans ce même arrêt, la juridiction suprême est par ailleurs venue à la conclusion qu'aucune faute caractérisée à charge dudit administrateur ne se serait dégagée des pièces versées en cause, ni d'ailleurs un quelconque prélèvement personnel par un des administrateurs du produit de la vente d'immeubles de la société anonyme .... par le biais du compte-courant associé, étant encore précisé que la Cour administrative n'a à cet égard pas fait de distinction entre les administrateurs et l'administrateur-délégué. Ainsi, et au vu des conclusions de la Cour administrative dans ce litige quasi identique, le moyen soulevé par la demanderesse relatif au défaut d'inexécution fautive dans son chef apparaît *a priori* comme sérieux.

Il s'ensuit que le recours au fond, au stade actuel de son instruction et sur base d'une analyse nécessairement sommaire, apparaît comme ayant des chances suffisamment sérieuses d'aboutir à la réformation de la décision litigieuse au fond.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que les conditions en vue d'un sursis à exécution sont remplies en l'espèce et qu'il y a lieu de faire droit à la demande de Madame ....

La demande en allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de ....- euros formulée par la partie demanderesse laisse d'être fondée, les conditions légales afférentes n'étant pas remplies en cause.

**Par ces motifs,**

la soussignée, premier juge du tribunal administratif, siégeant en remplacement des président et magistrat plus ancien en rang, tous légitimement empêchés, statuant contradictoirement et en audience publique ;

déclare la requête en institution d'un sursis à exécution irrecevable par rapport au bulletin d'appel en garantie émis le 18 avril 2014 par le bureau d'imposition Sociétés d'Esch-sur-Alzette ;

reçoit la requête en institution d'un sursis à exécution par rapport à la décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 30 juillet 2014 en la forme ;

la déclare justifiée ;

partant, dit qu'en attendant que le tribunal administratif se soit prononcé au fond sur le mérite du recours introduit sous le numéro 35393 du rôle, il sera sursis à l'exécution de la décision du directeur des Contributions directes du 30 juillet 2014;

rejette la demande de la partie demanderesse tendant à se voir allouer une indemnité de procédure ;

réserve les frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 16 avril 2015 par Thessy Kuborn, premier juge du tribunal administratif, en présence du greffier Goreti Pinto.

s. Goreti Pinto

s. Thessy Kuborn

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 16 avril 2015  
Le greffier du tribunal administratif